



Changement climatique et sécurité alimentaire – Perspectives des Entités

du FEM

27 mai 16 h 00 – 17 h 30

Face à la croissance rapide de la population mondiale et au changement climatique, le problème de la sécurité alimentaire est l'un des plus urgents à régler dans le monde. Et pour maintenir la sécurité alimentaire, il est essentiel de comprendre les risques associés au changement climatique et de saisir les opportunités qu'il offre. La manifestation parallèle sera l'occasion de présenter la démarche suivie par les différentes Entités du FEM pour s'attaquer à la question, notamment les initiatives et la stratégie globale visant à assurer la sécurité alimentaire dans le contexte du changement climatique. La manifestation réunira, sous la forme d'une table ronde, des représentants des Entités du FEM participantes. Elle commencera par de brefs exposés (10-12 minutes) des Entités du FEM, suivis d'un débat avec le public. Les Entités du FEM ayant confirmé leur participation sont la FAO, le FIDA, le PNUE, l'ONUDI et la Banque mondiale. On trouvera ci-après les points forts des vues qui seront présentées par les Entités du FEM.

FAO – Une agriculture climato-intelligente pour atteindre les multiples objectifs du FEM

La FAO montrera comment l'agriculture climato-intelligente permet de répondre à de multiples objectifs : accroître durablement la production, améliorer la sécurité alimentaire, atténuer les effets sur l'environnement (y compris les émissions de gaz à effet de serre) et créer des écosystèmes et des communautés plus sains et plus résilients. La





FAO présentera des exemples illustrant l'expérience de l'agriculture climato-intelligente dans certains pays d'Amérique latine : l'orateur présentera des données démontrant l'amélioration des conditions socioéconomiques et écologiques. L'accent sera mis en particulier sur les résultats d'un projet du FEM sur la promotion de la gestion intelligente de l'élevage face au climat en Équateur, qui s'appuie sur les travaux menés par la FAO pour améliorer la production animale tout en réduisant les émissions par kg de viande produite. Le projet vise également à inverser la tendance à la dégradation des sols et à mieux faire face aux aléas climatiques.

FIDA – Démarche suivie face aux problèmes du changement climatique et de la sécurité alimentaire

En investissant régulièrement dans des projets qui contribuent à améliorer la sécurité alimentaire et la productivité, le FIDA suit une stratégie qui vient compléter celle du FEM et des autres sources de financement. En outre, l'action menée par le FIDA pour promouvoir les chaînes de valeur, l'adoption de meilleures technologies et pratiques, et le dialogue national sur l'action à mener, a contribué à renforcer la collaboration entre les principaux acteurs institutionnels, à savoir les ministères de l'Agriculture, de l'Environnement et des Finances. Cela a contribué à une gestion des ressources naturelles mieux coordonnée et à l'adoption d'une stratégie plus concrète en matière de sécurité alimentaire.

PNUE – Préservation de la biodiversité des paysages agricoles aux fins d'adaptation et de résistance

Le changement climatique pose un nouveau défi aux agriculteurs et aux populations rurales à travers le monde qui sont déjà aux prises avec de nombreux autres problèmes. L'agrobiodiversité peut jouer un rôle important en permettant aux agriculteurs de s'adapter au changement climatique et de mieux y faire face, tout en améliorant les conditions de vie des populations locales en accroissant leur revenu et en améliorant leur nutrition. L'exposé portera essentiellement sur les initiatives financées par le PNUE et le FEM et les enseignements tirés de ces projets qui montrent comment intégrer la préservation de la biodiversité des paysages agricoles et l'utilisation durable de ce patrimoine dans les systèmes de production agricole, et comment l'agrobiodiversité peut aider à renforcer les capacités d'adaptation et de résistance pour faire face aux principaux facteurs de changement.

ONUDI – Développement des chaînes de valeur agroalimentaires et sécurité alimentaire : L'expérience de l'ONUDI

La stratégie d'assistance de l'ONUDI en matière de sécurité alimentaire part du principe que le développement agricole suppose un processus complet de transformation rurale dans une chaîne de valeur allant des ressources aux industries permettant de les traiter et aux marchés. Le développement des agro-industries est une priorité stratégique pour l'ONUDI parce que ce secteur joue un rôle crucial pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le développement économique, la réduction durable de la pauvreté, la création d'emplois et l'augmentation des revenus, la stimulation de la croissance dans d'autres secteurs, le développement des marchés intérieurs et la réduction de l'exode rural. L'exposé mettra en relief les services d'assistance technique offerts par l'ONUDI dans des domaines tels que les technologies de transformation alimentaire, le développement des entreprises rurales et l'organisation des chaînes d'approvisionnement et des marchés, contribuant ainsi à accroître durablement l'offre de produits alimentaires sains et l'accès à ces produits.

Banque mondiale – Gestion intégrée des paysages pour améliorer la sécurité alimentaire et la résilience

La Banque mondiale suit une démarche plurinationale et multisectorielle pour s'attaquer aux problèmes de la sécurité alimentaire et du changement climatique. En Afrique subsaharienne, elle a lancé le Programme Sahel et





Afrique de l'Ouest (SAWAP) en appui à l'initiative de la Grande muraille verte, qui applique des pratiques agricoles respectueuses de la diversité biologique pour promouvoir la sécurité alimentaire, la production d'écoservices et l'amélioration des capacités de résistance, ce qui permet de gagner sur trois tableaux à la fois : productivité, résilience et atténuation. L'exposé mettra en lumière la conception inédite du programme en montrant comment, dans le cadre de projets différents mais connexes, les activités de gestion durable des sols et de l'eau suivent une approche qui tient compte des besoins sociaux, économiques et institutionnels pour assurer une gestion durable des paysages à grande échelle. Dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, le FEM et le Groupe de la Banque mondiale ont mis sur pied un partenariat novateur en novembre 2011 : le programme Écosystèmes désertiques et moyens de subsistance (DELP) vise à renforcer la gestion de la biodiversité et à exploiter la valeur des services et des produits fournis par ces écosystèmes pour améliorer la vie quotidienne de millions de personnes dans la région. L'exposé décrira l'approche du programme, qui consiste à agir sur plusieurs fronts pour tirer meilleur parti d'une gestion durable des écosystèmes du Sahara et du désert arabe.

